L'Europe et le couple franco-allemand : quelles perspectives ?

Pascal Lamy, ancien commissaire européen, et Jakob von Weizsäcker, économiste en chef du ministère des finances allemand ont, dans une tribune publiée par *Le Monde* le 26 novembre 2018, incité les Etats européens à apporter un nouvel élan à leur politique commune afin de développer les biens publics européens. Une autre tribune du *Monde* rédigée par Claudia Major (chercheure à l'Institut Allemand de Politique Internationale et de Sécurité) et Christian Mölling (Directeur adjoint de l'Institut de recherche DGAP) vient nuancer l'enthousiasme de ces derniers notamment sur le projet d'une armée européenne qui reste aujourd'hui difficilement réalisable. La troisième et dernière tribune rédigée par Olaf Scholz (*Le Monde* du 16 janvier 2019), vice-chancelier allemand, est centrée sur le rôle prépondérant de l'Allemagne dans l'Union européenne.

Dans la première tribune, les deux auteurs présentent la situation des Etats-Nation comme dépassée en vue des défis politiques, environnementaux, sécuritaires ... Même de grands Etats membres comme la France ou encore l'Allemagne ne réussissent pas à les maîtriser seuls. La montée des populistes au pouvoir, la confiance ébranlée par le discours « America first » du président américain Donald Trump font que ces problèmes méritent de et doivent être résolus très rapidement. Cependant, l'Europe n'étant pas assez développée, elle ne peut apporter de réponses là ou l'Etat Nation n'est pas satisfaisant. La politique de « petits pas » ne peut donc plus perdurer ! Pour Pascal Lamy et Jakob von Weizsäcker, une initiative commune pour les biens publics européens est requise. Il y a aujourd'hui une opportunité qui se présente à nous pour quatre raisons.

Premièrement, le consensus franco-allemand s'est dégagé dans six domaines que sont : « le développement de biens publics européens dans six domaines d'action : gestion humanitaire des réfugiés et protection des frontières extérieures ; politique de sécurité et de défense ; partenariat de développement avec l'Afrique ; transition énergétique et lutte contre le

changement climatique ; infrastructures paneuropéennes pour le développement du marché intérieur ; et, enfin, innovations disruptives et transformation numérique ». Toutefois ces domaines font appel à un degré d'action élevé.

Ensuite en 2021 débutera un nouveau cadre budgétaire européen qui permettra de répondre aux défis actuels et de réellement investir l'argent dans les biens publics en développement.

La crainte d'un effondrement monétaire longtemps spéculée pourrait disparaitre avec la nouvelle valeur ajoutée résultant du développement des biens publics. Cela permettrait de souder l'Union davantage et de rendre l'euro résistant aux crises.

Et pour finir, en mai 2019 ont lieu les élections européennes qui permettraient de dépasser le débat européen trop axés sur les transferts financiers et non sur la valeur ajoutée qui mérite d'être au cœur de cet agenda.

Les auteurs terminent en évoquant une possible mise en pratique, pour que cette opportunité soit prise il faut que la France et l'Allemagne lancent une initiative commune, avec un rapport comprenant l'ordre, l'architecture dans lequel les six domaines précédents seraient gérés par les Etats membres. Il faudrait aussi qu'une sorte de nouveau rapport Cecchini (rapport qui avait détaillé le cout de la non Europe) soit créé en expliquant en quoi le faible développement des biens publics européens impacterait la capacité d'action de l'UE.

Dans la deuxième tribune, les chercheurs Claudia Major et Christian Mölling ont un avis plus modéré sur la chose et prennent l'exemple de l'armée européenne.

Le concept d'armée européenne n'a pas la même finalité pour Paris et Berlin, c'est pourquoi une discussion doit avoir lieu. Vu d'Allemagne cette armée serait un outil d'intégration politique et non un moyen de défendre l'Europe comme l'entend la France.

Les chercheurs relèvent que l'Allemagne intégrée veut devenir le « bon européen » et qu'Angela Merkel a supporté Emmanuel Macron lors de son discours du 14 novembre devant le Parlement européen pour soutenir cette amitié franco-allemande d'une part mais surtout pour clore le débat d'autre part. Elle ne veut pas donner à penser que l'armée européenne serait primordiale pour la défense car cela remettrait en cause l'OTAN.

Pour qu'une telle armée soit réalisable, l'Europe doit premièrement avoir une étroite union politique entre tous les pays européens, cela permettra de défendre les intérêts communs et de définir les priorités de défense c'est pourquoi le fait de s'entendre sur les objectifs et de créer des forces intégrées et important. « Plus d'Europe, c'est donc moins de sa propre nation ». Deuxièmement, il faudrait une base industrielle commune auxquelles tous les européens devraient adhérer c'est-à-dire des normes communes. Et pour finir, l'Europe se doit au niveau légal d'adopter un droit militaire commun qui s'appliquerait aux Etats membres.

Toutefois, il reste quand même difficile de discuter entre l'Allemagne et la France car il existe une sorte de bataille idéologique sur la défense, qui est inappropriée vu le contexte de sécurité actuel. Claudia Major et Christian Mölling terminent leur propos en supportant le « Vieux Continent » à devenir autonome en vue des menaces pesantes du terrorisme et de la Russie et du rôle incertain des Etats-Unis.

Dans la troisième et dernière tribune Olaf Scholz rappelle que l'année de 2019 va être très importante pour l'Union européenne avec les élections au Parlement européen et la sortie de l'Angleterre de l'Union. La planète connaitra aussi une expansion démographique qui devrait atteindre les 10 milliards dans une trentaine d'années, la Chine et l'Inde seront des puissances significatives, c'est pourquoi l'Europe doit se faire forte pour conserver et son approche dans les relations internationales et ses valeurs.

Olaf Scholz est persuadé que l'Allemagne joue un rôle majeur pour faire avancer l'Europe mais que seule, les enjeux climatiques, les flux migratoires et la mondialisation ne pourraient être atteints. Il est donc vital pour lui de se « serrer les coudes ». Cependant, avec l'union bancaire, la réforme du Mécanisme européen de stabilité et le projet franco-allemand de budget de la zone euro l'Europe est placée sur de « bons rails ». Pour lui, les décisions de l'Allemagne ont un effet sur leurs voisins, ce qui lui permet de rapprocher des points de vue différents vers une décision unique et forte.

Ainsi, afin de développer les biens publics européens, le rôle de locomotive du couple franco-allemand ne laisse aucun doute. S'il devait malheureusement échouer il sera intéressant d'en évaluer le coût. La difficulté de mettre en place ces biens publics s'illustre notamment dans le concept d'armée européenne qui accueille des avis divergents. C'est pourquoi, il y a une nécessité d'action collective européenne pour relever les défis d'aujourd'hui et de demain ; le rôle de l'Allemagne est ici prépondérant puisque son action ou son inaction influent considérablement l'ensemble de l'économie européenne.

Ces trois points de vue, qu'ils soient ceux de chercheurs, hauts fonctionnaires ou politiques, attestent bien des difficultés actuelles d'activer la relance européenne, et notamment franco-allemande. A suivre donc !...

Donatien GERY (1ES1), le 21 Janvier 2019